



ON MARCHE SUR LA TETE

Les 192 salariés de NET CACAO à Saint-Menet ont fait la démonstration durant près de 5 ans, que le site de l'ancienne chocolaterie NESTLE est viable, peut se développer et continuer à produire. Après la victoire contre la multinationale NESTLE, cette PMI reste le symbole du travail et d'une activité industrielle à taille humaine qui a de l'avenir. Or, depuis quelques mois, l'usine NET CACAO, qui a un carnet de commande de production lui permettant de faire fonctionner ses installations à 70 %, jusqu'à la fin 2011. Que ce potentiel économique peut lui ouvrir d'autres perspectives de développement pour les années à venir. Que d'autres emplois peuvent être créés. La trésorerie de cette PMI est fragilisée par la pression du marché des matières premières telles que le sucre, le lait et le cacao dont les prix ont quasiment explosés. Exemple : le cacao a progressé de plus de 30 % depuis 1 an. Le sucre a considérablement augmenté ainsi que le lait et le beurre ! Cette flambée des prix est provoquée par la spéculation financière à travers l'intervention du système bancaire qui trouve dans ces matières premières le moyen de trouver un refuge face à la crise financière. Aujourd'hui, avec 19 Millions d'euros d'investissement depuis 2006, permettant d'améliorer la qualité, l'hygiène et le fonctionnement de la chocolaterie, après avoir sauvé 180 emplois (NESTLE) et réalisé plus de 30 embauches, la valeur de l'usine est évaluée d'après une expertise à 40 Millions d'Euros. Il manque un fond de roulement de 8 Millions d'Euros que les banques refusent de prêter à NET CACAO pour que cette activité économique perdure et se développe. Depuis plusieurs mois, le syndicat CGT interpelle l'ensemble des décideurs politiques et du monde économique de notre département, exige de l'Etat et des pouvoirs qui nous gouvernent d'assumer leurs responsabilités et leurs devoirs en termes de défense et protection de l'emploi industriel. Combien de temps les pouvoirs publics, les collectivités locales et territoriales, (comme la Mairie de Marseille, la communauté urbaine de Marseille, le conseil général des Bouches du Rhône, et la région) vont faire preuve d'impuissance voir de complaisance, à l'égard des banques et des marchés financiers ? Combien de temps encore l'Etat et le gouvernement vont-ils être guidés par les banques et leurs intérêts ? Nous nous battons encore comme nous l'avons fait depuis 7 ans pour défendre l'emploi, l'activité économique et industrielle dans les prochaines semaines.